

Quel socialisme pour le 21e siècle ?

[Présentation]

Quel socialisme pour le 21e siècle ? C'est une question qui, face à la crise du capitalisme mondialisé, prend une réelle importance. Le capitalisme est un système économique qui a besoin de toujours croître, de toujours trouver de nouveaux débouchés, pour ne pas entrer en crise et continuer d'assurer sa pérennité. Avec sa mondialisation les possibilités nouvelles de débouchés se réduisent comme peau de chagrin et le système s'approche de plus en plus de sa limite historique. Si la crise n'a pas encore atteint le stade où elle nous ferait entrer dans une nouvelle période révolutionnaire, on s'en approche, et en ce début du 21^e siècle la question du socialisme se pose et se posera de plus en plus fortement pour les périodes qui viennent. Au fil de sa mondialisation le capitalisme devient de plus en plus destructeur dans les domaines de l'économique de l'écologique du social du démocratique et et il devient de plus en plus urgent de le remplacer par un autre système reposant sur une base économique autre que la propriété privée du capital.

On va commencer par resituer ce qu'on entend par socialisme d'abord dans l'histoire de la pensée puis dans celle de la pratique, de l'expérience concrète.

[1) Historique]

[1) La pensée socialiste]

On considère qu'il y a deux grandes périodes dans la pensée socialiste, la première correspond à ce qu'on appelle les "socialistes utopistes".

Ainsi nommés en référence à l'ouvrage de Thomas More, "Utopia", publié en 1516. Qui présente un modèle de société fermé dont l'économie repose sur la propriété collective des moyens de production et l'absence d'échanges marchands, à l'image de la république de Platon.

Pour les plus marquants des utopistes, on évoquera rapidement Owen et Fourier .

Owen, 1771-1858. Au départ un patron philanthrope qui entreprend d'élever le niveau de vie de ses ouvriers, en améliorant les habitations, en essayant de leur inculquer des notions d'ordre, de propreté et de prévoyance. Puis, au fil de sa réflexion, il établit que la cause principale de la misère était à rechercher dans la rivalité entre le monde ouvrier et le système, et que la seule parade consistait à s'unir pour contrôler l'outil de travail et à se constituer en communautés avec propriété collective.

Fourier (1772- 1837) est l'inventeur des phalanstères, un phalanstère est une communauté de 400 familles sur une surface de 400 ha, et tous les phalanstères sont conçus sur le même plan. Il faut bien voir que les projets utopistes sont des projets clés en main, avec force détails dans l'organisation de la communauté.

Les socialistes utopiques ont la volonté de mettre en place des **communautés** idéales selon des modèles divers, certaines régies par des règlements très contraignants, d'autres plus libertaires ; certaines laissant une plus ou moins grande part à la propriété individuelle et d'autres non.

Ce socialisme utopique se caractérise aussi par sa **méthode de transformation** de la société, qui ne repose pas sur une révolution politique, ni sur une action impulsée par l'État, mais sur la création, par l'initiative de citoyens, d'une contre-société socialiste au sein même du système capitaliste. C'est la multiplication des communautés socialistes qui doit progressivement remplacer la société capitaliste.

La pensée socialiste prend une autre dimension au fil du développement du capitalisme. La dénonciation de la propriété privée du capital devient plus centrale et, en 1840, Proudhon pose ouvertement la question "qu'est-ce que la propriété ? " et y répond que c'est le vol. Pour lui, la question de l'inégalité sociale n'est pas d'ordre politique, mais d'ordre économique et la cause en est "la propriété privée". Proudhon y voit une réponse à travers une banque, qui fournirait le crédit à prix coûtant, et l'auto-organisation des travailleurs-producteurs dans des structures coopératives ou mutuellistes. Dans l'histoire de la pensée socialiste, on peut dire que Proudhon représente une transition entre le "socialisme" utopique et ce qu'il appellera lui-même "le socialisme scientifique" qui repose sur des analyses rigoureuses du système économique.

La principale avancée dans la pensée socialiste vient avec Marx, c'est d'abord le manifeste du parti communiste (1847). L'histoire de toute société n'est que l'histoire de luttes de classes et c'est aux prolétaires de s'unir pour abolir la propriété privée du capital et instaurer le communisme. Le manifeste contient une série de propositions économiques concrètes qui poseraient les bases d'un système socialiste

On parle parfois, surtout les défenseurs du capitalisme, de "système marxiste", de "modèle marxiste", qui serait bien évidemment étatiste, critique faite aussi par Proudhon. En effet, si on se limite à la lecture du manifeste on y lit qu'il s'agit "d'arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat". Cette approche étatique du socialisme a été par la suite revue par Marx qui écrivait dans une préface d'une réédition du manifeste en 1872 que c'était un document historique et "qu'il ne faut pas attribuer trop d'importance aux mesures révolutionnaires énumérées à la fin du chapitre II. Ce passage serait, à bien des égards, rédigé tout autrement aujourd'hui." Il ne faut pas oublier non plus que le manifeste est un ouvrage commandé par une organisation politique, c'est le résultat de discussions collectives et que si Marx a rédigé le texte il a du tenir compte de l'idéologie propre à cette orga.

Marx apporte aussi cette idée que les rapports de production que les humains nouent entre eux, "forment la structure économique de la société, la fondation réelle sur laquelle s'élève un édifice juridique et politique, et à quoi répondent des formes déterminées de la conscience sociale." Il y a beaucoup d'interprétations à tirer de cette idée mais pour la question qui nous intéresse ici, on peut en déduire qu'il ne suffit pas de changer les superstructures juridiques et politiques d'un système socioéconomique pour changer de système. Pour faire une véritable révolution, c'est la base économique qu'il faut changer. Un changement des rapports de production s'accompagnera alors nécessairement d'un changement des superstructures. Dans le système capitaliste les rapports de production découlent du droit à la propriété privée du capital et une révolution socialiste passe en premier lieu par l'abolition de ce privilège des plus riches.

Quant aux rapports de production, même dans un système socio-économique donné, ils ne sont pas forcément figés mais évoluent en fonction des rapports de force sociaux et aussi en fonction du développement technologique et de l'évolution des techniques de production. On peut donc entendre par là que le projet socialiste lui-même ne peut se déterminer qu'en fonction de l'état de ce développement. Un projet socialiste pensé à une époque donnée ne peut donc que présenter des différences avec un projet pensé dans un autre contexte historique à un autre stade de développement du capitalisme. A ceux qui lui demandaient des précisions sur un modèle socialiste, Marx répondait très logiquement qu'on ne pouvait pas écrire "les recettes des cuisines pour les gargotes de l'avenir".

Il y aurait encore beaucoup de choses à dire sur l'historique des idées, mais on arrêtera là et on s'intéressera maintenant à la pratique, aux expériences concrètes du socialisme.

[2) La pratique]

les idées des utopistes ont été concrétisées et quelques phalanstères ont vu le jour, mais ont eu pour la plupart une durée de vie très courte. La pratique socialiste à plus grande échelle s'est surtout expérimentée au 20^e siècle. Sans s'engager dans une démarche exhaustive, on s'intéressera aux expérimentations les plus importantes sur la durée, l'ampleur ou l'originalité.

1917: les bolcheviks s'emparent du pouvoir et commence l'histoire de l'URSS. Un nouveau système économique se met en place qui transfère la propriété privée des moyens de production à l'Etat et qui organise la collectivisation de l'agriculture.

Outre la propriété d'État, prédominante, il existait plusieurs autres formes juridiques de propriété des moyens de production dites « collectives » telles que le kolkhoze et la coopérative : coopératives d'habitation dans les zones urbaines, les coopératives de consommateurs, et les sociétés de consommateurs ruraux .

Le transfert de l'économie à l'Etat entraîne la mise en place de nouvelles structures de gestion : le Gosplan (la Commission de Planification d'État) était à la tête de l'appareil de planification du gouvernement et était de loin l'agence la plus importante de l'administration économique. C'était une organisation constituée de conseils, commissions, officiels gouvernementaux, etc. chargés de l'exécution et de la surveillance de la politique économique.

Le Comité Central du Parti et plus particulièrement son Bureau Politique, donnait les lignes générales de la planification, qui étaient ensuite approuvées par le Congrès du Parti.

La liste des priorités pour le plan quinquennal était ensuite transmise au Conseil des ministres, composé de ministres industriels, de présidents de divers comités d'État, et de présidents d'agences avec statut ministériel. Le plan était discuté, complété par les entreprises, les projets étaient négociés avec les ministères pour retourner au Conseil des Ministres, au Soviet Suprême et au Comité Central qui soumettait le plan au Congrès du Parti, pour une approbation finale. On voit donc qu'on a une économie qui est dirigée au plus haut niveau de l'Etat et donc du parti unique avec une lourdeur de fonctionnement incomparable.

[La Chine,]

Le mode de fonctionnement de l'économie chinoise s'est au départ inspiré de l'exemple soviétique avec un grand mouvement de collectivisation dans les années 1950. Durant le grand Bond en avant (1958-59), les objectifs fixés par Mao reposaient sur le développement

économique de l'agriculture et de l'industrie. Ce fut un échec total avec des famines faisant des millions de victimes. Deng Xiaoping rectifia le tir par une décollectivisation, qu'il amorça dès l'année 1979.

[Cuba]

A Cuba, au lendemain de la révolution, le gouvernement nationalise 90 % du secteur industriel et 70 % des terres agricoles. Il met en place une économie centralement planifiée à l'image de l'URSS. La plupart des moyens de production sont contrôlés par l'État et la plupart de la main d'œuvre est employée dans le secteur public.

[L'Espagne de 36]

L'expérience espagnole de socialisation (1936-1938) se différencie nettement des expériences précédemment citées, dans ce sens où la socialisation n'est pas organisée par l'État, mais à la base, directement par les travailleurs organisés dans les syndicats anarcho-syndicalistes comme la CNT.

Les usines sont gérées par des comités de travailleurs, les zones agricoles sont collectivisées et fonctionnent comme des communes libertaires. Les services, comme les hôtels, les restaurants, les salons de coiffure ou les transports sont gérés par leurs propres travailleurs. Ce phénomène touche tout particulièrement les zones où ces syndicats sont les plus puissants, comme la Catalogne, où 75% de l'industrie est concernée. Si l'expérience fut courte elle fut riche en initiatives au niveau économique mais aussi au niveau politique avec par exemple la formation de structures administratives en dehors de l'État, dont la plupart ont une base locale ou régionale.

[La Yougoslavie]

L'autogestion yougoslave, par son originalité, est aussi très riche. En 1945 la Yougoslavie a appliqué le modèle soviétique, jusqu'en 1950 où a été introduit le droit à l'autogestion qui s'est rapidement étendu à toutes les sphères de la production industrielle et des services. On établit une forme assouplie de planification jusqu'au milieu des années 1960, une cogestion se met en place entre les conseils ouvriers, les pouvoirs communaux et les syndicats pour gérer les fonds d'investissements, avec néanmoins un parti unique qui joue un rôle prépondérant.

Face aux pressions en faveur d'une décentralisation de l'autogestion, par une extension du marché et de la confédéralisation du système, le socialisme de marché fut instauré en 1965.

Des amendements constitutionnels y mirent fin au milieu des années 70 et introduisirent une « planification autogestionnaire » combinée à une confédéralisation accrue du système, tout en réaffirmant le rôle dirigeant du parti. Le système se désagrégea avec la mort de Tito en 1980.

[Scops et Mondragon]

Pour terminer cette partie sur l'expérimentation socialiste, on abordera très rapidement la question des coopératives dans le système capitaliste. Pour nous ce n'est pas du socialisme, ou

alors sous sa forme utopique, mais il y a quelques exemples qu'on nous renvoie régulièrement, et dont il faut dire quelques mots pour les relativiser, sinon les démythifier. Je veux parler des scops et de l'entreprise Mondragon.

Les scops : 2000 entreprises, avec une moyenne de 20 personnes, principalement dans le secteur des services. Donc des petites entreprises avec peu d'investissement, parce que celui-ci n'est pas facile à financer. Un principe qui n'est donc pas généralisable dans un contexte capitaliste.

La coopérative Mondragon est un cas unique, c'est un groupe coopératif international avec des unités de production, des établissements financiers, présent aussi dans le secteur de la distribution et de la formation. Un groupe qui achète d'autres entreprises pour croître, sans pour autant y exporter son modèle coopératif. Sur les 70 000 emplois dénombrés en 2005, seule la moitié est constituée de travailleurs associés. C'est un groupe industriel qui emploie des travailleurs précaires, avec une exploitation similaire à celles des entreprises capitalistes, et au profit des actionnaires que sont les travailleurs associés. Donc rien à voir avec le socialisme.

[Socialisme étatique et autogestionnaire]

Après ce petit détour dans la pensée et la pratique du socialisme on voit bien qu'il y a deux approches nettement différentes : celle d'un socialisme étatique et celle d'un socialisme qu'on appellera autogestionnaire

Un socialisme étatique, comme en URSS et dans ses pays satellites, comme à Cuba, dans la Chine de Mao. Un socialisme où l'Etat est propriétaire des moyens de production. Propriété étatique dont les dangers avaient déjà été compris par les partis sociaux démocrates marxistes de la fin du 19^e. Il est ainsi écrit dans le programme du parti social-démocrate allemand (programme d'Erfurt 1891) : "Le Parti social-démocrate n'a rien de commun avec ce qu'on appelle le socialisme d'État", "système qui substitue l'État à l'entrepreneur particulier et qui, par là, réunit en une seule main la puissance de l'exploitation économique et de l'oppression politique".

On constate que toutes les expériences de "socialisme d'Etat" se sont accompagnées de dictatures, celle d'un parti unique. C'est la fonction première des superstructures de pérenniser le système. A partir du moment où le choix d'un socialisme étatique est mis en œuvre, l'Etat, représentant le pouvoir économique et politique, doit mettre en place des institutions pour diriger et gérer le système. La bureaucratie, mélange de pouvoir politique et économique apparaît alors comme une réponse logique pour un système reposant sur une base économique étatique et dirigé par un parti unique. Une bureaucratie qui fonctionne en premier lieu suivant des intérêts politiques, les siens, et au détriment des véritables intérêts économiques de la population.

Les expériences de socialisme autogestionnaire ont été plus éphémères que celles du socialisme étatique. J'ai parlé un peu des deux plus importantes, l'Espagne de 36 et la Yougoslavie de l'époque de Tito, mais il y en a bien d'autres. Dans des périodes de crises économique ou politique, il n'est pas exceptionnel que des entreprises en difficultés soient

reprises en main par leurs travailleurs, que ce soit en Algérie dans les années soixante ou dans plusieurs pays d'Amérique Latine (Argentine, Pérou, Chili, Vénézuéla), où même en France avec Lip. On observera que ces reprises ne sont pas généralisées à l'ensemble de la production et ne deviennent pas des éléments d'un système socio-économique complet, mais elles sont néanmoins des expériences de fonctionnement d'entreprises dans un contexte interne radicalement différent de la norme capitaliste et sont donc sources d'enseignement pratiques.

[III) Quel socialisme pour le 21^e siècle ?]

Alors maintenant, essayons de répondre à la question initiale : quel socialisme pour le 21^e siècle ? C'est à dire quel projet socialiste pouvons nous proposer ? Ce qui revient à poser la question de la méthode à utiliser pour construire ce projet.

D'abord il y a ce qu'on peut appeler une non méthode, qui consiste à ne rien proposer de concret, à laisser l'auto-organisation des travailleurs faire les choses quand l'occasion se présentera. On peut en effet penser que les travailleurs de chaque entreprise sont les mieux à même de gérer la leur, mais cette approche ne règle en rien la question de la gestion de l'ensemble de l'économie.

A l'opposé de cette non-méthode, il y a celle qui consiste à proposer un projet clé en main, un peu comme celle des utopistes, un projet où l'on fixe des règles de fonctionnement économique détaillées, et bien souvent même des règles de fonctionnement sociétal s'appuyant sur des valeurs morales. Un modèle idéal, ne laissant guère d'espace à l'expérimentation et aux initiatives individuelles ou collectives. On ne tombera évidemment pas sur cet écueil.

Il y a aussi la méthode que l'on peut qualifier "d'historique", qui consiste à partir des expériences antérieures en essayant de corriger leurs défauts. Par exemple, on part du modèle étatique de type soviétique qu'on essaye de corriger pour lui permettre de fonctionner de manière démocratique, pour contrôler la bureaucratie, pour diminuer la lourdeur des procédures de planification, etc. On pourrait d'ailleurs tout aussi bien partir des expériences espagnoles ou yougoslave. Le problème est que le contexte général de toutes ces expériences antérieures est très différent du nôtre et pour reprendre l'image de Marx, ce n'est pas avec les recettes de cuisine des gargotes du passé qu'on construira le socialisme de demain. Ce sont nos propres recettes que nous devons écrire, celles adaptées au contexte socio-économique actuel et la méthode ne peut être que matérialiste. On part du monde réel, du système économique capitaliste actuel, de l'étude de ses contradictions pour les dépasser.

Comme Marx l'avait prévu, le capitalisme a fortement "socialisé" l'économie. Dans l'entreprise moderne, les processus de productions impliquent quantité de compétences humaines différentes. Le capitalisme a considérablement développé la production, la recherche et le développement ont permis l'invention massive de nouvelles techniques de production et de nouveaux biens et services. Au point que cette production débridée met aujourd'hui l'écosystème en danger.

Avec la mondialisation du capitalisme, les contradictions découlant de la logique de la propriété privée deviennent de plus en plus flagrantes, et leur conséquences de plus en plus dévastatrices. Si au début du 20^e siècle, on pouvait penser qu'un des principaux enjeux du socialisme était de développer les forces productives, aujourd'hui, face à la crise écologique, la question n'est plus comment produire plus mais comment produire mieux, sans pollution,

sans dégagement de gaz à effet de serre, avec le minimum de consommation d'énergie. Face à la croissance massive des inégalités et à la paupérisation croissante des plus pauvres (chômeurs, précaires mais aussi travailleurs pauvres), la question centrale est maintenant celle de la répartition des richesses et du travail. Il ne s'agit pas alors de tout détruire dans ce système, de redémarrer à zéro, mais de le "remettre à l'endroit", c'est à dire d'inverser sa logique.

Aujourd'hui, le système monétaire et financier est régi par la seule loi du profit, les banques privées créent la monnaie et prêtent l'argent dans la seule optique de dégager du profit pour leurs actionnaires.

Aujourd'hui, la principale contrainte des entreprises, celle qui engendre la course au profit, les délocalisations, les licenciements, c'est la contrainte des actionnaires, la contrainte des propriétaires de l'entreprise. Il faut donc libérer l'entreprise de ses actionnaires, ce qui passe donc par un nouveau statut de l'entreprise, qui ne doit plus avoir le statut de propriété privée.

On retombe donc directement sur l'idée principale du socialisme, ce qui n'a rien de surprenant, pour remettre dans le bon sens le système économique, c'est à dire au service de ceux qui le font fonctionner par leur travail : c'est la propriété privée du capital qu'il faut abolir, et ça passe par la socialisation du système bancaire et des entreprises.

Le système bancaire ne peut être qu'un système bancaire public, qui créera la monnaie et qui attribuera les crédits sur d'autres critères que le profit immédiat de quelques privilégiés. Critères à déterminer en fonction des besoins et des priorités. On peut déjà envisager une forme de planification par l'accès au financement.

Pour la socialisation des entreprises, les choses sont moins simples. Il y a des différences de taille, de natures de la production. Certains secteurs de l'économie capitaliste, les services publics, sont déjà en partie socialisés. Je dis bien en partie seulement, parce que s'ils ne sont plus propriétés privés, ils sont quand même la propriété de l'Etat et que celui-ci peut toujours les revendre au privé. C'est d'ailleurs ce qu'il fait pour la poste, pour la santé, etc. C'est aussi ce qui a été fait en Russie lors de la débâcle du système soviétique. Un système socialiste renforcera les services publics et en créera de nouveaux, ne serait que pour les biens communs que sont l'eau et l'énergie. On prendra la précaution de ne pas les mettre "propriété d'Etat", c'est à dire sous sa gestion directe mais de laisser un rôle important aux travailleurs, aux usagers, aux collectivités locales, etc.

Quant aux entreprises de productions de biens et services plus ordinaires, on peut imaginer différentes options suivant les tailles de l'entreprise. Sans doute des entreprises publiques pour les plus grosses et des entreprises sous statut autogéré pour les autres. L'autogestion, c'est aussi le droit à la liberté d'entreprendre, tout n'est pas à jeter dans le capitalisme. Ce qui est inenvisageable, par contre, c'est que quelqu'un puisse monter une entreprise pour la revendre ensuite. L'entreprise autogérée ne serait pas non plus gérée par ses seuls travailleurs, et son conseil d'administration intégrera des représentants des collectivités locales, de la banque publique qui lui fournira les crédits, des représentants des usagers, des écologistes.

A partir de ces quelques grandes lignes on pourrait continuer à approfondir et il y a certains points techniques sur lesquels il faudra le faire pour préciser un peu plus ce cadre général,

pour lui donner une cohérence interne, mais c'est l'expérimentation seule qui permettra de mettre au mieux les choses en place.

Ce sont ses grandes capacités d'adaptation, d'évolution, qui ont permis au capitalisme d'arriver à son degré actuel de sophistication, et de se mondialiser. Il a mis longtemps, plus de deux siècles depuis son décollage. Nous devons proposer un projet socialiste qui a ces mêmes capacités d'adaptation et d'évolution. Pour nous, militants révolutionnaires du début de ce 21^e siècle, l'important est de proposer et d'essayer de mettre en place les bonnes fondations qui permettront à nos successeurs de construire, d'aménager, sur des bases saines qui n'engendreront pas de dynamique incontrôlable, ou de lourdeur, qui conduiraient dans une impasse comme pour le capitalisme ou le socialisme étatique, des fondations à partir desquelles pourra se développer un système économique équilibré et démocratiquement gérable.

La transition vers le socialisme ne se fera pas à froid, mais seulement dans une situation de crise économique et politique très grave, avec un capitalisme qui sera très fragilisé. Que le capitalisme soit suffisamment fragilisé, c'est une condition indispensable pour que se généralise la prise de conscience que son dépassement est devenu non seulement possible, mais nécessaire. Les entreprises en grosses difficultés seront alors nombreuses et les travailleurs s'en empareront comme ça arrive déjà dans des situations de crises plus ordinaires. Pour terminer, je dirai que l'émancipation des travailleurs ne pourra être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et ce n'est pas un modèle détaillé de socialisme que nous devons leur fournir, mais un cadre général, une base cohérente, que la dialectique des mobilisations et des avancées institutionnelles se chargera de compléter et d'améliorer.